

## MOUVEMENT DU 22 MARS

Texte préparatoire à la réunion plénière du 26 avril 1968

### LA NATURE DU MOUVEMENT DE NANTERRE ET SES PERSPECTIVES

---

Le présent bulletin répond aux exigences suivantes :

1) le mouvement actuel a senti la nécessité de prendre conscience de lui-même et d'assurer sa continuité après les vacances de Pâques.

2) dénoncer les comptes rendus qu'ont donnés d'une part la presse bourgeoise ("irresponsables entravant le fonctionnement de l'Université" ; "la révolution sur un air de cha-cha" ; "étudiants suivant un Danton germanique"), et d'autre part la presse communiste ("anarchistes... alliés objectifs du pouvoir du fait de leurs provocations"), par une mise au point de ce qui s'est passé.

Ce bulletin contient, outre cet éditorial, une revue de presse et les rapports des commissions suivantes : luttes anti-impérialistes, luttes dans les pays de l'Est, culture et créativité, critique de l'Université et Université critique.

#### I - HISTORIQUE

Au premier trimestre, une grève déclenchée sans l'encadrement politique ou syndical traditionnel, regroupe 10.000 des 12.000 étudiants de la Faculté sur des problèmes d'amélioration des conditions de travail. Résultat : constitution de commissions paritaires par département qui s'avèrent très vite stériles.

Le deuxième trimestre voit survenir une suite d'incidents sporadiques, expression d'un malaise diffus : une manifestation de solidarité avec un étudiant menacé d'expulsion se termine par une bagarre avec les flics appelés par le doyen, chahuts dans quelques cours etc... Par ailleurs l'action des résidents de la Cité Universitaire permet en Février l'abrogation du règlement intérieur.

A la fin du mois de Mars, une nouvelle phase se dessine :

- des étudiants en psychologie boycottent leurs examens partiels ;
- quatre étudiants diffusent un texte remettant en cause l'enseignement et les débouchés de sociologie ("Pourquoi des Sociologues") ;
- le Vendredi 22 Mars, à la suite de l'arrestation de six militants anti-impérialistes, un meeting de protestation est organisé au terme duquel est voté l'occupation du bâtiment administratif le soir même. 150 étudiants, réunis dans la salle du conseil des professeurs, débattent jusqu'à deux heures du matin de nombreux problèmes politiques. Une journée de débats politiques sur quelques thèmes non limitatifs est fixée au Vendredi 29 Mars.

Les autorités universitaires s'inquiètent devant la tournure des événements (préparation intensive de la journée du 29 : tracts, prises de parole, présence sur les murs de la Faculté d'inscriptions et campagne d'affiches), et dressent le personnel contre les étudiants : fermeture de la

librairie intérieure, grève des appariteurs. Le Jeudi 28, le Doyen Grappin ordonne la suspension des cours et des travaux pratiques jusqu'au Lundi suivant. Un meeting groupant 300 étudiants décide de maintenir l'action du lendemain, mais comme journée de préparation aux discussions politiques reportées au Mardi 2 Avril.

Le Vendredi 29, tandis qu'un important dispositif policier ceinture le campus, 500 étudiants participent au meeting d'ouverture qui se tient dans un foyer de la Cité, puis se constituent en commission pour discuter sur les thèmes prévus.

Le Lundi 1<sup>o</sup> Avril, les étudiants en Sociologie de II<sup>o</sup> année du 1<sup>o</sup> cycle décident à la majorité de boycotter leurs examens partiels. Ils votent ensuite un texte dénonçant la sociologie comme idéologie. D'autre part, au niveau professoral, des dissensions apparaissent entre les départements libéraux (sciences humaines et lettres) favorables à l'octroi d'un local, et réactionnaires (histoire) exigeant l'arrestation des "meneurs".

Le Mardi 2 avril est un succès : l'administration ne parvient pas à empêcher l'occupation par 1500 personnes de l'amphithéâtre B1 pour un meeting de départ, ni les corporatistes et fascistes la tenue des commissions dans les salles du bâtiment C. L'assemblée plénière terminale, à laquelle participent 800 étudiants et quelques assistants, décide de continuer le mouvement et de publier le présent bulletin.

## II - NATURE DU MOUVEMENT

Le mouvement de Nanterre est nettement politiques. Par opposition à la grève de Novembre d'esprit "corporatiste", il a mis en avant des thèmes non syndicaux tel que "non à la répression policière, université critique, droit à l'expression politique et à l'action politique dans la Faculté" etc... Du même coup, il s'est révélé minoritaire et conscient de ce fait : plusieurs orateurs ont dénoncé les illusions du mot d'ordre "défense des intérêts communs de tous les étudiants". A Nanterre, il est clair que beaucoup acceptent les études supérieures comme initiation à la direction des affaires bourgeoises. On a donc vu se dégager un noyau de 300 "extrémistes" susceptibles d'entraîner la mobilisation de 1 000 des 12 000 étudiants de la Faculté.

Les actions menées, ont accéléré la prise de conscience de certains : plutôt que de "provocations", il s'agissait d'obliger l'autoritarisme latent à se manifester (cf. les cars de C.R.S. prêts à intervenir) en montrant le vrai visage des "dialogues" proposés. Dès que certains problèmes apparaissent, le dialogue cède la place à la matraque. Prise de conscience politique mais aussi participation active de tous ceux qui jusqu'alors étaient paralysés par l'inefficacité groupusculaire et la routine des revendications traditionnelles à coup de pétitions et marches silencieuses. Enfin étudiants et professeurs ont du se démarquer quand l'appareil répressif s'est mis en marche. On a vu avec intérêt l'U.E.C. réclamer le bon fonctionnement d'une université bourgeoise, ou certains professeurs de "gauche" voire "marxistes", s'effrayer de voir remis en cause leur statut dans cette université bourgeoise, etc...

Il faut insister sur la nouveauté du mouvement déclenché, nouveauté du moins dans le contexte français. Tout d'abord un travail a été réalisé en commun par delà les oppositions groupusculaires : il n'est pas question de décréter leur inanité de façon volontariste, mais un processus est en cours où les divergences naîtront de l'affrontement théorique et pratique à la réalité plutôt que des querelles de mots entre chapelles. Déjà les particularismes terminologiques sont mis en question en tant que perceptions rigides et inchangées de la réalité qui fonctionne comme moyen de se démarquer des autres groupuscules et non comme instrument d'analyse scientifique. D'autre part, nous sommes résolus à éviter les récupérations par un groupe politique particulier comme par l'administration et les enseignants libéraux, adeptes du "dialogue" et de la contestation en salle close (cf. : la proposition de Monsieur GRAPPIN).

De nouveaux problèmes ont été soulevés, en particulier celui d'un refus plus direct et efficace de l'université de classe, d'une dénonciation d'un savoir neutre et objectif aussi bien que de sa parcellisation, d'une interrogation sur la place objective que nous sommes destinés à occuper dans la division du travail actuel, d'une jonction avec les travailleurs en lutte etc...

Simultanément, des formes originales d'action ont été développées : meeting improvisés dans la Faculté, occupation de salle pour tenir nos débats, interventions dans les cours ou conférences, boycottage d'examens, panneaux et affiches politiques dans les halls, prise de possession du micro monopolisé par l'administration, etc...

Enfin, le mouvement manifeste sa vitalité par deux traits supplémentaires : foisonnement des tendances et retard de la théorie sur la pratique. Sur la multiplicité des tendances, les rapports des commissions sont éloquentes et il n'est après tout pas dédaignable qu'à côté de réflexions directement politiques, figure un texte sur "culture et créativité". Sur le retard de la théorie sur la pratique, on se bornera à rappeler que personne ne sait encore très bien ce qui se passe, mais que parler de "folklore" ou de "provocation anarchiste" ne résoud pas le problème. La commission "lutttes étudiantes" devra l'aborder de face : quelle est l'ampleur des contradictions suscitées par le capitalisme de monopole dans le secteur de l'éducation ? Quelles perspectives cela ouvre-t-il ? etc...

Bornons nous sur ce chapitre des perspectives, à décrire les tendances actuellement repérables.

### III - PERSPECTIVES

Après s'être défini surtout de façon négative (refus de l'institutionnalisation, des divisions groupusculaires, des listes noires) et formelle (droit à l'expression politique), le mouvement devra, pour élaborer une ligne d'action, reprendre tous les problèmes soulevés en réfléchissant sur ces causes propres. Tandis que le Doyen GRAPPIN se contente d'arguments dignes des articles de France-Soir sur l'isolement effectif et le vase clos universitaire, nous estimons que, derrière ces causes apparentes, se cachent des réalités plus profondes. Rend-on compte des événements en mélangeant deux ou trois faits pris au hasard : une bande d'activistes stimulés par l'agitation du S.D.S. en Allemagne, l'inquiétude de certains pour leurs débouchés, l'ambiance tendue dans les départements où assistants et professeurs s'affrontent etc ?

Il faudra donc aller plus loin et essayer de dégager de la façon la plus scientifique possible les facteurs structurels de l'agitation.

Dans l'immédiat, la continuité du mouvement dépendra de nos capacités à nous fixer des objectifs concrets au troisième trimestre et pour l'année prochaine. Ici, plusieurs tendances sont déjà apparues quant à la conception de l'université critique ; faut-il renforcer l'action directe dans l'université ? Faut-il, de façon plus réformiste, s'adjoindre une fraction plus importante des étudiants sur des mots d'ordre moins radicaux ? Ou bien faut-il refuser l'idée d'une agitation étudiante spécifique et placer au premier plan le soutien direct aux travailleurs ? Faut-il enfin chercher à concilier la jonction avec les luttes ouvrières et un développement autonome de notre action ?

Au lendemain de l'attentat perpétré par les néo-nazis allemands, avec l'approbation tacite de la bourgeoisie pro-américaine d'outre-Rhin, contre le révolutionnaire RUDI DUTCHKE, nous espérons, en diffusant ce bulletin, contribuer un tant soit peu à l'extension à d'autres Facultés de l'agitation étudiante, afin que, comme en Allemagne, la critique de l'Université puisse déboucher sur une action politique radicale et permanente dans le cadre de l'université critique.